

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 27 mars 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

18 % à 10 %

Réduction de la TVA en Macédoine du Nord sur
les carburants

Région

Création par le FMI à Rome d'un centre régional pour l'assistance technique

Le [FMI](#) a annoncé l'ouverture en janvier 2027 d'un centre régional d'assistance technique et de formation (*Regional capacity development center* – RCDC), situé à Rome. Le *Southeast Europe Technical Assistance Center* (SEETAC), bénéficiera aux Balkans occidentaux et à la Moldavie. Il permettra de centraliser les missions d'assistance technique en matière de gouvernance économique et financière pour les fonctionnaires des Balkans occidentaux, et complète un réseau de 17 établissements semblables dans le monde.

Dans un contexte géopolitique incertain, les banques centrales d'Albanie, de Macédoine du Nord et de Serbie maintiennent leurs taux directeurs

Les 24 et 25 mars, les Banques centrales [d'Albanie](#) et de Macédoine du Nord ont décidé de maintenir leurs taux directeurs à respectivement 2,5 % et 4 %, dans une logique de prudence alors que le conflit au Moyen Orient a considérablement déstabilisé l'environnement géopolitique et économique international.

C'était, pour la Banque d'Albanie, la première fois que le Conseil de Surveillance se réunissait avec la capacité de prendre une décision de politique monétaire, sachant qu'il était incomplet entre fin décembre et fin février, la nomination de nouveaux membres ayant pris du retard. La dernière baisse de taux avait eu lieu en juillet 2025 (-0,25 point, de 2,75 % à 2,5 %).

En [Serbie](#), la NBS a également opté pour la prudence, le 12 mars, gardant inchangé son taux principal à 5,75 %. Il n'a pas été diminué depuis septembre 2024 (- 0,25 point).

En décembre, la Banque de Macédoine du Nord avait modifié son instrument de politique monétaire, réduisant la maturité de ses billets de trésorerie de 42/49 jours à 7 jours, et dans le même temps leur taux de 5,35 % à 4 %.

Albanie

Moody's : maintien de la note souveraine à Ba3

L'agence de notation [Moody's](#) a maintenu la notation souveraine de l'Albanie à Ba3, en lui adossant une perspective stable. Malgré une bonne conjoncture économique (croissance de 3,5 % en 2025 et prévue à 3,6 % en 2026) portée par un secteur touristique dynamique, l'agence de notation souligne les défis institutionnels (Etat de droit, climat des affaires, corruption) et économiques (diversification, compétitivité) que doit encore relever le pays. A ce titre, l'agence estime que le calendrier d'adhésion à l'UE et le travail de reprise de l'Acquis permettent de porter les réformes structurelles nécessaires. La trajectoire des finances

publiques est considérée comme prudente (déficit public limité à 1,8 % en 2025 contre un objectif de 2,4 % dans le Budget), dans un contexte où la dette publique tangente 50 % du PIB. L'agence de notation considère que le risque de liquidité du gouvernement et du secteur bancaire reste sensible. Avec une notation à Ba3, l'Albanie demeure dans la catégorie des signatures spéculatives.

Quelques jours plus tard, S&P a également confirmé sa notation souveraine de l'Albanie, à BB avec une perspective stable.

Bosnie-Herzégovine

Intégration du stockage d'électricité dans la législation de la République Srpska

Le 19 mars, le gouvernement de la Republika Srpska a approuvé en procédure d'urgence le projet des amendements à la loi sur l'énergie visant à intégrer le [stockage d'électricité](#) comme activité réglementée. La réforme répond à l'essor des renouvelables, notamment solaire, et à la baisse des coûts des batteries, qui accroissent les besoins de flexibilité du système. Le texte définit le stockage comme composante du secteur, précise les conditions d'exploitation et prévoit des exemptions d'autorisation dans certains cas. Il corrige une lacune du cadre juridique (loi de 2009, révisée en 2023) et permet de qualifier certains projets d'importance particulière afin d'en accélérer la mise en œuvre. Ces mesures soutiennent la modernisation du secteur et l'intégration des renouvelables.

Hausse des prix à la production en janvier tirée par l'énergie

D'après les données de l'Agence des statistiques de la Bosnie-Herzégovine, les [prix à la production industrielle](#) ont augmenté en janvier (+0,5 % en g.m. et +1,7 % g.a), principalement sous l'effet du renchérissement de l'énergie. Sur le marché intérieur, la hausse a été plus marquée (+0,8 % en g.m. +2,4 % g.a) que sur les marchés extérieurs (+0,5 % ; +1,2 %). Les prix de l'énergie ont progressé de 4,2 % en g.m. et de 3,5 % en g.a., avec une forte volatilité à l'export (+10,1 % en g.a. pour l'énergie, de 2,8 % pour les produits intermédiaires, de 3,0 % pour les biens d'équipement). Les biens intermédiaires et d'équipement ont légèrement augmenté, tandis que les biens durables reculent par rapport à la même période de 2025. Par secteur, les prix ont crû dans les mines (+4,5 % en g.m.), l'électricité (+2,0 %) et, plus modérément, dans l'industrie manufacturière (+0,2 %).

Inflation en février à +3,3 % en g.a.

En [février](#), l'inflation a atteint 0,5 % en g.m., et +3,3 % en g.a., principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'alimentation, du logement et des services publics. Les hausses mensuelles les plus marquées concernent les boissons alcoolisées et le tabac (+1,6 %) ainsi que le logement et les services publics (+1,1 %), tandis que les prix de l'habillement et des chaussures reculent (-1,7 %). En g.a., les pressions restent concentrées sur le logement (+8,3 %), la restauration (+6,7 %) et la santé (+6,2 %). Selon la banque centrale, l'inflation sous-jacente atteint 4,19 % et l'inflation des services 4,73 % début 2026, confirmant la persistance de tensions inflationnistes internes, malgré un ralentissement par rapport à 2025.

Appel d'offres de l'hôpital cantonal de Zenica pour le raccordement au réseau de gaz naturel

L'hôpital public du canton de Zenica a lancé un [appel d'offres](#) pour des travaux de raccordement au réseau de gaz naturel. Le projet sera financé par un prêt de la BERD de 10 M EUR et une subvention de 1 M EUR dans le cadre du programme d'efficacité énergétique pour les Balkans occidentaux. L'AO est ouvert jusqu'au 5 mai 2026.

Kosovo

81 M EUR financement KFW pour le secteur énergétique

Le ministre des Finances Hekuran Murati a signé [accord de prêt](#) de politiques publiques de 80 M EUR, complété par une subvention de 1 M EUR, avec la banque de développement allemande (KFW). Le prêt est lié à des réformes dans le secteur énergétique, avec en priorité la modernisation du marché de l'électricité et le développement des énergies renouvelables. C'est le premier programme de ce type à être mis en œuvre par la KFW au Kosovo.

Macédoine du Nord

Octroi d'une facilité de 30 M EUR par la BERD à NLB Skopje

La [BERD](#) a octroyé à NLB Skopje une facilité de crédit de 30 M EUR destinée à financer les investissements verts de MPME. C'est la première fois qu'un établissement bancaire de Macédoine du Nord bénéficie de l'instrument régional de la BERD « *Western Balkans Green Outcomes-Linked Debt Financing Framework (WB GOLD)* », doté d'une enveloppe de 400 M EUR et destiné à financer le verdissement du secteur privé dans les Balkans occidentaux (pour l'instant, il a été utilisé en Serbie, en Albanie et au Kosovo).

Baisse de la TVA sur les carburants de 18 % à 10 %

En réponse à la flambée des prix pétroliers depuis le déclenchement de la guerre au Moyen Orient, le Premier ministre Aleksandar Mickoski a décidé de [réduire le taux de TVA](#) sur le gasoil et le diesel de 18 % à 10 %. La mesure, temporaire, est en vigueur pour deux semaines depuis le lundi 23 mars. D'après le Premier ministre macédonien, cette décision doit permettre aux consommateurs d'économiser 200 000 EUR par jour au total.

Dès lundi, la [Commission de régulation de l'Energie](#), qui fixe les prix administrés, a annoncé que le prix du diesel n'augmentait que de 3,5 MKD (0,06 EUR), à 95,5 MKD/l (1,55 EUR), et que les prix du gasoil demeuraient inchangés, précisant que sans la mesure de réduction de TVA, le prix du diesel aurait crû de 10,5 MKD/l (0,11 EUR) et celui du gasoil de 6,5 MKD/l (0,17 EUR).

Parallèlement, la raffinerie OKTA a prolongé sa remise offerte aux détaillants et grossistes jusqu'au 6 avril, et l'a augmenté de 2 à 3 MKD par litre pour le diesel (de 3 à 5 centimes d'euro).

Monténégro

Clôture du chapitre 21 – réseaux trans-européens

L'Union européenne et le Monténégro ont provisoirement clôturé les négociations du [chapitre 21](#) relatif aux réseaux transeuropéens, marquant ainsi une nouvelle avancée dans le processus d'adhésion du pays à l'UE, a annoncé le gouvernement de Podgorica le 17 mars à l'issue d'une

conférence intergouvernementale à Bruxelles. Cette décision porte à 14 le nombre de chapitres provisoirement clôturés sur les 33 ouverts à ce jour. La conférence s'est tenue sous la présidence chypriote du Conseil de l'UE, avec la participation de la commissaire à l'élargissement, Marta Kos, qui a réaffirmé le ferme soutien de l'UE au processus d'adhésion du Monténégro. Mme Kos a déclaré que le Monténégro était le pays candidat le plus avancé, mais a souligné la nécessité de renforcer l'État de droit, de garantir l'indépendance du système judiciaire et d'harmoniser la politique des visas avec les normes de l'UE. Le Premier ministre, Miloško Spajic, a indiqué que la stratégie énergétique à long terme du pays était axée sur les énergies renouvelables, les infrastructures modernes et les solutions bas carbone. Il a ajouté que le Monténégro continuerait de renforcer ses capacités administratives, de planifier ses investissements dans les infrastructures et de se conformer pleinement aux normes de l'UE dans sa démarche d'adhésion.

Serbie

Cadre d'évaluation et de gouvernance des dépenses fiscales

Le FMI a publié en mars [un rapport d'assistance technique](#) suite à une mission qui visait à aider la Serbie à identifier et quantifier ses dépenses fiscales. Celles-ci sont estimées par le Fonds à 3,1 % du PIB, dominées par la TVA (1,9 %), suivie de l'IRPP (0,85 %) et de l'IS (0,4 %), avec des effets distributifs peu ciblés. Le rapport souligne des limites de données, notamment l'absence de micro données complètes, et met en avant des modèles de micro simulation reproductibles. Il recommande l'adoption d'un rapport annuel dédié, le renforcement de la gouvernance et du partage sécurisé des données, ainsi que la création d'un groupe de travail interinstitutionnel. Le Fonds conclut que l'institutionnalisation de ces pratiques est essentielle pour améliorer l'évaluation et l'efficacité des politiques publiques.

Prorogation des licences de l'OFAC pour NIS et MOL

Le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du département du Trésor des États-Unis a approuvé deux licences relatives à la compagnie pétrolière serbe, NIS. Sous sanctions, Naftna Industrija Srbije a obtenu [le 19 mars](#) une licence spéciale prolongeant ses opérations jusqu'au 17 avril (raffinage, importations, transactions). Cette décision intervient dans un contexte de forte volatilité des marchés pétroliers liée au conflit au Moyen-Orient et aux perturbations du détroit d'Ormuz.

L'OFAC a aussi accepté [la demande de MOL](#) de prolonger le délai des négociations relatives à l'acquisition d'une participation majoritaire dans NIS jusqu'au 22 mai. Cette prolongation de la licence, qui a expiré le 24 mars, permet à l'actuel actionnaire majoritaire, le russe Gazprom Neft, et à la société hongroise MOL de finaliser l'accord d'achat conformément à l'accord préliminaire signé en janvier. La finalisation de l'opération et la levée des sanctions contre NIS restent conditionnées à l'approbation de l'OFAC.

Ligne de crédit de 70 M EUR de la BERD pour les PME

La BERD a annoncé le 23 mars [l'octroi d'un prêt de 70 M EUR](#) à NLB Komercijalna banka afin de développer le financement des petites et moyennes entreprises en Serbie. Ce prêt, qui découle du Cadre pour les intermédiaires financiers (CIF) de la BERD, permettra à NLB Komercijalna banka de fournir des fonds de roulement et des prêts d'investissement aux entreprises privées, en ciblant les régions situées en dehors des grands centres urbains où l'accès au financement demeure limité. Au moins 30 % des fonds seront consacrés à des projets soutenant la transition vers une économie verte, notamment des initiatives visant à améliorer l'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)